



Motion décidée à l'occasion du 23^{ème} Congrès syndical ordinaire d'IG Metall du 19 au 24 octobre 2015 à Francfort/Main

Refonder l'Europe – plus urgent que jamais !

La signature imposée au gouvernement grec au bas du troisième Mémorandum ne signifie aucunement la fin de la crise de l'Euro. Au contraire : ce type de gestion de crise aggrave les problèmes dans les pays les plus touchés et les empêche d'effectuer les réformes nécessaires. L'entêtement dont font preuve la Troïka, l'Eurogroupe et le gouvernement fédéral allemand pour imposer le démantèlement social, la destruction du système de conventions collectives, la privatisation des infrastructures publiques ainsi que toutes les autres mesures d'austérités qui pèsent sur les populations de ces pays ne fait que pérenniser l'absence de perspectives économiques, le chômage et les déséquilibres croissants que connaît l'espace monétaire commun. Lors des dernières semaines, nous avons même observé, en Finlande et au Royaume-Uni, des agressions massives contre les droits syndicaux et l'autonomie tarifaire.

Ces expériences démontrent que l'UE et l'Union monétaire européenne font l'objet d'une instrumentalisation destinée à imposer une politique antisociale et un démantèlement du système démocratique. Ceci favorise le chauvinisme, la xénophobie et l'installation d'un climat antidémocratique dans les pays d'Europe. L'échec actuel de l'Europe dans le traitement de la crise migratoire amplifie dramatiquement cette tendance.

A la lumière de ces récents développements, nous affirmons qu'IG Metall s'attaquera à ces dangereuses tendances et constituera plus que jamais une force d'action au service d'une Europe solidaire et démocratique :

- IG Metall se mobilise pour des actions de solidarité des syndicats européens afin de soutenir les travailleurs et les chômeurs de Grèce et des autres pays en crise et s'oppose, au moyen d'une politique d'information offensive, aux campagnes de désinformation nationaliste.
- IG Metall s'élève résolument et publiquement contre le train d'austérité de l'Eurogroupe et du gouvernement fédéral allemand et toutes les tentatives de faire de la Grèce et des autres « pays du programme » des zones de bas salaires. L'Europe n'a pas besoin d'une surenchère salariale vers le bas entre pays de l'EU mais bien plutôt d'un renforcement des droits fondamentaux, sociaux et démocratiques de tous les européens.
- Pour améliorer la situation dans les pays en crise, il nous faut un programme européen de croissance et d'investissement qui aille beaucoup plus loin que le plan Juncker. C'est pourquoi les syndicats ont proposé le « Plan Marschall pour l'Europe » et le « Plan européen d'investissement ». Au niveau européen et bilatéral, IG Metall s'investit pour approfondir le contenu de ce plan et le faire connaître auprès des institutions de l'UE. Pour la Grèce et les autres pays en crise, l'accès aux moyens d'investissements doit être largement facilité et les montants de ces investissements pour l'avenir doivent être fortement étendus de manière à ce que les dégâts économiques entraînés par les coupes claires dans les dépenses puissent être limités au maximum. Les syndicats, les associations écologiques et les autres forces vives de la société civile en Europe doivent s'investir davantage en apportant au débat leurs propres propositions sur les champs d'investissements stratégiques tout en s'assurant de la transparence permettant de concrétiser ces objectifs ambitieux.

- IG Metall s'engage pour l'édification d'une large alliance en faveur d'une Europe plus sociale et plus juste. Tous les groupements sociaux intéressés et tous les citoyens allemands et européens sont invités à y participer en lui apportant leurs idées. Une discussion sur la meilleure stratégie politique possible permettant d'atteindre nos objectifs dans l'intérêt des salariés européens et de leurs syndicats doit commencer dès à présent.

Décidé à l'unanimité lors du 23^{ème} Congrès syndical ordinaire d'IG Metall le 22.10.2015 à Francfort/Main.